

**CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE
de saisie immobilière**

CREANCIER POURSUIVANT

DEBITEUR SAISI

SDC LE TIRANTY VOLTAIRE

SCI L'OLIVIER

Maître Jérôme LACROUTS, Avocat au barreau de NICE

Adresse des biens vendus :

Sur la commune de NICE (06000), 32 rue de l'Hôtel des Postes, 2 Deloye et 1 rue Voltaire

**Dépôt au Greffe :
03 décembre 2024**

Mise à Prix :

50 000 €

Commandement de payer : délivré suivant exploit de Maître AUBRY, membre de la SELARL TOURNOUX MOUGENOT BON ET ASSOCIES, Commissaire de Justice, titulaire d'un office de Commissaires de Justice en résidence à NICE (06000), 7 rue Grimaldi, en date du 27 août 2024 régulièrement publié le 03 octobre 2024 au Service de la publicité foncière de NICE sous les références 0604P01 2024 S n°179

Date de l'assignation : 29 novembre 2024

Créanciers inscrits : OUI

Audience d'orientation : 16 janvier 2025

Audience d'adjudication :

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

Le présent cahier des conditions de la vente constitue un contrat judiciaire auquel seront tenus les candidats adjudicataires, l'ensemble des parties et leurs conseils.

CLAUSES ET CONDITIONS auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du Tribunal judiciaire de NICE (06300) siégeant au Palais de Justice de ladite ville, salle ordinaire desdites audiences, au plus offrant et dernier enchérisseur,

SUR SAISIE IMMOBILIERE

EN :

Sur la commune de NICE (ALPES MARITIMES), dans un immeuble en copropriété sis 32 rue de l'Hôtel des Postes, 2 Deloye et 1 rue Voltaire à NICE 06000

Cadastré :

Section	N°	Localité	Surface
LC	97	RUE HOTEL DES POSTES	00 ha 40 a 20 ca

Lot numéro DEUX CENT TRENTE HUIT (238) : un APPARTEMENT à l'entresol de l'immeuble 32 rue de l'Hôtel des Postes, en face en entrant dans l'immeuble, se composant de trois pièces, cuisine, portant le numéro trois au plan et constituant le lot 3 dudit état descriptif
Et les quarante- sept / dix mille quarante-troisièmes (47/10043èmes) des parties communes générales

Lot numéro DEUX CENT QUARANTE (240) : un APARTEMENT à l'étage intermédiaire à l'entresol et le premier étage, 32 rue de l'Hôtel des Postes, se composant de : une pièce, cuisinette, cabinet de toilette et entrée, portant le numéro 39, teinté de vert au plan de l'étage intermédiaire.
Et les trente-deux / dix mille quarante-troisièmes (32/10043èmes) des parties communes générales

Etat descriptif de division – Règlement de copropriété

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet :

- d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître SEASSAL notaire à NICE le 12 juin 1970 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 13 juillet 1978, volume 3868P, numéro 10.

L'état descriptif de division - règlement de copropriété a été modifié :

- aux termes d'un acte reçu par Maître SEASSAL notaire à NICE le 6 juillet 1978 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 13 juillet 1978, volume 3659P, numéro 1.

- aux termes d'un acte reçu par Maître GILLETTA DE SAINT JOSEPH, notaire à NICE le 22 mai 1984, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 4 octobre 1984, volume 7329P, numéro 9.

- aux termes d'un acte reçu par Maître FERAUD, notaire à NICE le 25 juillet 1997, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 30 juillet 1997, volume 1997P, numéro 6360.

- aux termes d'un acte reçu par Maître JARDILLIER, notaire à NICE le 13 septembre 2001, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 18 octobre 2001, volume 2001P, numéro 9962.

- aux termes d'un acte reçu par Maître MARCH, notaire à NICE le 26 octobre 2005, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 25 novembre 2005, volume 2005P, numéro 10212.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 9 juillet 2008, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 25 juillet 2008, volume 2008P, numéro 5890.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 23 janvier 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 27 février 2009, volume 2009P, numéro 1444.

- aux termes d'un acte reçu par Maître FIORONI, notaire à NICE le 20 mai 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 20 juillet 2009, volume 2009P, numéro 4851.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 3 juin 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 24 juillet 2009, volume 2009P, numéro 4989.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 2 octobre 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 11 décembre 2009, volume 2009P, numéro 8595.

- aux termes d'un acte reçu par Maître LUCIANI, notaire à NICE le 23 novembre 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 11 décembre 2009, volume 2009P, numéro 8604, suivi d'une attestation rectificative dressée par ledit Notaire le 06 janvier 2010 publiée au service de la publicité foncière de NICE premier le 20 janvier 2010 volume 2010P numéro 521.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 30 octobre 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 23 avril 2010, volume 2010P, numéro 3286.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 16 avril 2010, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 15 juin 2010, volume 2010P, numéro 4659.

- aux termes d'un acte reçu par Maître LUCIANI, notaire à NICE le 27 janvier 2012 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 23 février 2012, volume 2012P, numéro 2187.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 31 mars 2014 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 16 juin 2014, volume 2014P, numéro 4400.

Le règlement de copropriété n'ayant pas été mis en harmonie avec les lois du 31 Décembre 1985, du 13 Décembre 2000, et la loi numéro 2014-366 du 24 mars 2014 ses dispositions le cas échéant contraires à ces lois sont réputées non écrites.

Aux requête, poursuites et diligences du :

Syndicat des copropriétaires de la **communauté immobilière LE TIRANTY-VOLTAIRE** sis 32 rue de l'Hôtel des Postes à NICE 06000, représenté par son Syndic en exercice, la **SOCIETE D'ASSISTANCE FONCIERE ET IMMOBILIERE MEDITERRANEE**, société par actions simplifiée au capital social de 30016 €, dont le siège social est situé au LE PRAIRIAL 118 RUE DE ROQUEBILLIERE 06300 NICE, immatriculée au Registre du Commerce et des

Sociétés de Nice sous le numéro 390 268 977, représentée par M. Antoine Mascarello agissant et ayant les pouvoirs nécessaires en tant que président

Ayant pour Avocat Maître Jérôme LACROUTS, Avocat au Barreau de NICE, demeurant 41 rue de l'Hôtel des Postes (06000) Case Palais n° 1, qui se constitue et occupera pour lui sur la présente assignation et ses suites

ENONCIATIONS PRELIMINAIRES

EN VERTU :

- 1) Un jugement rendu le 28 juillet 2023 par le Service de proximité du Tribunal judiciaire de NICE (RG 23/01062)
- 2) Certificat de non-appel en date du 20 décembre 2023
- 3) Procès-verbal de l'assemblée générale en date du 21 juin 2023 autorisant la saisie immobilière contre la société L'OLIVIER (résolution 37)

Le poursuivant, sus dénommé et domicilié, a, suivant exploit de Maître AUBRY, membre de la SELARL TOURNOUX MOUGENOT BON ET ASSOCIES, Commissaire de Justice, titulaire d'un office de Commissaires de Justice en résidence à NICE (06000), 7 rue Grimaldi, en date du 27 août 2024 régulièrement publié le 03 octobre 2024 au Service de la publicité foncière de NICE sous les références 0604Po1 2024 S n°179

A

La société dénommée **L'OLIVIER**, autre société civile au capital social de 1000 €, dont le siège social est situé 26 BD DE CIMIEZ LE REGENT 06000 NICE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nice sous le numéro 803 402 551 R.C.S. Nice, représentée par ses représentants légaux domiciliés es qualité audit siège

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains de l'huissier de justice, ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié :

La somme de 11 987,08 €

I) PRINCIPAL, INTERETS ET FRAIS au 22 août 2024

Selon jugement rendu le 28 juillet 2023 par le Service de proximité du Tribunal judiciaire de NICE (RG 23/01062), définitif selon certificat de non-appel en date du 20 décembre 2023 :

Principal.....	9 382,19 €
Intérêts au taux légal à partir de l'assignation (15/03/2023) au 22 août 2024.....	932,54 €
Article 700 CPC.....	400,00€
Dépens.....	248,44 €

Décompte au 22 août 2024, hormis causes du jugement du 28 juillet 2023..... 1023,91 €

Selon détail ci—joint :

06/09/2023 PROCEDURE CHARGES JGT DU 28/07/23.....	108,00 €
01/10/2023 RBST LOI ALUR BGT 65 REMPLT FENETR 32 HDP.....	- 37,84 €
01/10/2023 REMPLT FENETR 32 HDP.....	39,00 €
01/10/2023 RBST LOI ALUR BGT 67 REMPLT FENETR DELOYE	- 56,16 €
01/10/2023 REMPLT FENETR 2 RUE DELOYE.....	97,00 €
01/10/2023 REFECTION CAGE ESCALIER 32HDP.....	128,00 €
01/10/2023 Fonds Travaux ALUR 5.00%/BUDGET	18,72 €
01/10/2023 1ère PROV. 011023-311223.....	748,00 €
09/11/2023 Chèque	-2 000,00€
01/01/2024 REFECTION CAGE ESCALIER 32 HDP.....	128,00 €
01/01/2024 Fonds Travaux ALUR 5.00%/BUDGET.....	18,72 €
01/01/2024 2ème PROV. 010124-310324.....	748,00 €
01/04/2024 Fonds Travaux ALUR 5.00%/BUDGET.....	18,72 €
01/04/2024 3ème PROV. 010424-300624	749,00 €
27/06/2024 SOLDE PALIER 1 VOLTAIRE ET REMPLT FENETR.....	0,38 €
27/06/2024 SOLDE ETANCHEITE BALCON PELTIER DDE 68985 LONGLE.....	- 0,56 €
27/06/2024 SOLDE INSTAL VIDEO SURVEIL 32 HDP	0,65 €
27/06/2024 SOLDE CHARGES exercice 2022/2023.....	- 298,44 €
01/07/2024 Fonds Travaux ALUR 5.00%/BUDGET.....	18,72 €
01/07/2024 4ème PROV. 010724-300924	635,00 €

Soit la somme de 11 987,08 euros montant de la créance totale due en principal, intérêts et accessoires.

II) Les intérêts courus du 23 août 2024 jusqu'au parfait paiement

III) Les frais de la présente procédure de saisie immobilière

Outre le **coût du présent commandement** mis au bas et tous frais conséquents faits ou à faire, susceptibles d'être avancés par le prêteur pour le recouvrement de sa créance et la conservation de son gage.

Sous réserves et sans préjudice de tous autres dus notamment des intérêts échus depuis la date de l'arrêté de compte notifié au commandement valant saisie au jour du paiement effectif, ainsi que du principal, droits, frais de mise à exécution.

Avec déclaration qu'à défaut de paiement desdites sommes dans le délai, le commandement dont s'agit sera publié sur les registres du service de la publicité foncière de Nice pour valoir, à partir de cette publication, saisie des biens et droits immobiliers ci-après désignés.

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R. 321-3 du Code des procédures civiles d'exécution, c'est-à-dire :

1) La constitution de **Maître Jérôme LACROUTS**, Avocat au barreau NICE, domicilié 41 rue de l'Hôtel des Postes, pour **communauté immobilière LE TIRANTY-VOLTAIRE** sis 32 rue de l'Hôtel des Postes à NICE 06000, représenté par son Syndic en exercice, la **SOCIETE D'ASSISTANCE FONCIERE ET IMMOBILIERE MEDITERRANEE**, société par actions simplifiée au capital social de 30016 €, dont le siège social est situé au LE PRAIRIAL 118 RUE DE ROQUEBILLIERE 06300 NICE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nice sous le numéro 390 268 977, représentée par M. Antoine Mascarello agissant et ayant les pouvoirs nécessaires en tant que président avec élection de domicile en son cabinet.

2) L'indication de la date et de la nature du titre exécutoire en vertu duquel le commandement est délivré ;

3) Le décompte des sommes réclamées en principal, frais et intérêts échus, ainsi que l'indication du taux des intérêts moratoires ;

4) L'avertissement que le débiteur doit payer lesdites sommes dans un délai de huit jours, qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente de l'immeuble se poursuivra et qu'à cet effet, le débiteur sera assigné à comparaître à une audience du juge de l'exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure ;

5) La désignation de chacun des biens ou droits sur lesquels porte la saisie immobilière, telle qu'exigée par les règles de la publicité foncière, ainsi qu'une copie de la matrice cadastrale.

6) L'indication que le commandement vaut saisie de l'immeuble et que le bien est indisponible à l'égard du débiteur à compter de la signification de l'acte et à l'égard des tiers à compter de la publication de celui-ci auprès du service de la publicité foncière de NICE ;

7) L'indication que le commandement vaut saisie des fruits et que le débiteur en est séquestre ;

8) L'indication que le débiteur garde la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable ou de donner mandat à cet effet et la mention que cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du juge de l'exécution ;

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié le 03 octobre 2024 au Service de la publicité foncière de NICE sous les références 0604P01 2024 S n°179.

Une copie de l'état hypothécaire délivré sur publication de ce commandement est annexée ci-après.

L'assignation à comparaître à la débitrice et créanciers inscrits a été délivrée pour l'audience d'orientation du :

Jeudi 16 janvier 2025 à 09h00

DESIGNATION

Telle qu'elle résulte des énonciations du commandement valant saisie immobilière et sus énoncé.

Sur la commune de NICE (ALPES MARITIMES), dans un immeuble en copropriété sis 32 rue de l'Hôtel des Postes, 2 Deloye et 1 rue Voltaire à NICE 06000

Cadastré :

Section	N°	Libellé	Surface
LC	97	RUE HOTEL DES POSTES	00 ha 40 a 20 ca

Lot numéro DEUX CENT TRENTE HUIT (238) : un APPARTEMENT à l'entresol de l'immeuble 32 rue de l'Hôtel des Postes, en face en entrant dans l'immeuble, se composant de trois pièces, cuisine, portant le numéro trois au plan et constituant le lot 3 dudit état descriptif

Et les quarante- sept / dix mille quarante-troisièmes (47/10043èmes) des parties communes générales

Superficie : 36,89 m²

Lot numéro DEUX CENT QUARANTE (240) : un APAPRTEMENT à l'étage intermédiaire à l'entresol et le premier étage, 32 rue de l'Hôtel des Postes, se composant de : une pièce, cuisinette, cabinet de toilette et entrée, portant le numéro 39, teinté de vert au plan de l'étage intermédiaire.

Et les trente-deux / dix mille quarante-troisièmes (32/10043èmes) des parties communes générales

Superficie : 25,05 m²

Etat descriptif de division – Règlement de copropriété

L'ensemble immobilier sus désigné a fait l'objet :

- d'un état descriptif de division et règlement de copropriété établi aux termes d'un acte reçu par Maître SEASSAL notaire à NICE le 12 juin 1970 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 13 juillet 1978, volume 3868P, numéro 10.

L'état descriptif de division - règlement de copropriété a été modifié :

- aux termes d'un acte reçu par Maître SEASSAL notaire à NICE le 6 juillet 1978 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 13 juillet 1978, volume 3659P, numéro 1.

- aux termes d'un acte reçu par Maître GILLETTA DE SAINT JOSEPH, notaire à NICE le 22 mai 1984, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 4 octobre 1984, volume 7329P, numéro 9.

- aux termes d'un acte reçu par Maître FERAUD, notaire à NICE le 25 juillet 1997, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 30 juillet 1997, volume 1997P, numéro 6360.

- aux termes d'un acte reçu par Maître JARDILLIER, notaire à NICE le 13 septembre 2001, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 18 octobre 2001, volume 2001P, numéro 9962.

- aux termes d'un acte reçu par Maître MARCH, notaire à NICE le 26 octobre 2005, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 25 novembre 2005, volume 2005P, numéro 10212.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 9 juillet 2008, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 25 juillet 2008, volume 2008P, numéro 5890.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 23 janvier 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 27 février 2009, volume 2009P, numéro 1444.

- aux termes d'un acte reçu par Maître FIORONI, notaire à NICE le 20 mai 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 20 juillet 2009, volume 2009P, numéro 4851.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 3 juin 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 24 juillet 2009, volume 2009P, numéro 4989.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 2 octobre 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 11 décembre 2009, volume 2009P, numéro 8595.

- aux termes d'un acte reçu par Maître LUCIANI, notaire à NICE le 23 novembre 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 11 décembre 2009, volume 2009P, numéro 8604, suivi d'une attestation rectificative dressée par ledit Notaire le 06 janvier 2010 publiée au service de la publicité foncière de NICE premier le 20 janvier 2010 volume 2010P numéro 521.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 30 octobre 2009, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 23 avril 2010, volume 2010P, numéro 3286.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 16 avril 2010, dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 15 juin 2010, volume 2010P, numéro 4659.

- aux termes d'un acte reçu par Maître LUCIANI, notaire à NICE le 27 janvier 2012 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 23 février 2012, volume 2012P, numéro 2187.

- aux termes d'un acte reçu par Maître DAMIANO, notaire à NICE le 31 mars 2014 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de Nice premier le 16 juin 2014, volume 2014P, numéro 4400.

Le règlement de copropriété n'ayant pas été mis en harmonie avec les lois du 31 Décembre 1985, du 13 Décembre 2000, et la loi numéro 2014-366 du 24 mars 2014 ses dispositions le cas échéant contraires à ces lois sont réputées non écrites.

OCCUPATION : il en résulte du procès-verbal descriptif dressé le 27 septembre 2024 par Maître AUBRY, Commissaire de justice, annexé au présent cahier, que les biens sont occupés comme suit :

- LOT 238 : selon contrat de bail de location meublé en date du 31 octobre 2023
- LOT 240 : occupation à titre gratuit par une société commerciale

INFORMATIONS RELATIVES A L'IMMEUBLE

1) Servitudes grevant l'immeuble :

A la connaissance du créancier poursuivant, aucunes servitudes actives et passives ne grèvent les biens.

2) Baux sur l'immeuble :

Les seules informations connues du poursuivant sont celles qui résultent des pièces annexées au présent cahier des conditions de vente et notamment du procès-verbal descriptif.

3) Copropriété :

Il convient de se référer aux pages précédentes en ce qui concerne le règlement de copropriété de l'immeuble.

Aucun Syndic professionnel ou bénévole n'a été indiqué au créancier poursuivant.

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'en conformité avec l'article 6 du décret du 17 mars 1967 l'adjudicataire est tenu de notifier au syndic de la copropriété, dès qu'elle est définitive, par lettre recommandée avec accusé de réception, l'adjudication prononcée à son profit.

La notification précise la désignation du lot ou de la fraction de lot, les noms, prénoms et domicile réel ou élu de l'adjudicataire et, le cas échéant, le mandataire commun si l'adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire ; comme il est précisé par le décret susvisé auquel l'adjudicataire devra se reporter.

Toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire.

Postérieurement à l'adjudication, l'avocat poursuivant devra donner avis de la mutation au syndic de la copropriété prévu à l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 modifié par la loi n°94-265 du 21 juillet 1994.

L'adjudicataire n'est pas tenu solidairement avec les saisis au paiement des charges dues au jour de la vente.

Les clauses de solidarité entre vendeur et acquéreur contenues dans le règlement de copropriété sont réputées non écrites et ne peuvent être opposées à l'adjudicataire.

Pour le cas où le cahier des conditions ne mentionnerait pas si des travaux importants ont été votés, ou sont à envisager, les futurs adjudicataires devront en faire leur affaire personnelle et se renseigner auprès du syndic de copropriété, de même que pour le contentieux dans lequel la copropriété est engagée.

4) Lotissement :

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un lotissement, toutes les stipulations du règlement, du cahier des charges du lotissement, additifs et annexes s'imposeront à l'adjudicataire.

5) Renseignements d'urbanisme :

En tant que de besoin, les renseignements d'urbanisme sont annexés au présent cahier des conditions de vente ou feront l'objet d'une annexe ultérieure.

L'avocat poursuivant insère la présente note de renseignements à titre documentaire et dégage toutes responsabilités sur les servitudes d'urbanisme qui ne seraient pas révélées par ladite note, l'adjudicataire devant en faire son affaire personnelle, sans aucun recours contre le poursuivant ou le rédacteur du présent cahier des conditions de la vente.

6) Diagnostics techniques :

En tant que de besoin, les diagnostics techniques et certificat Loi Carrez sont annexés au présent cahier des conditions de vente ou feront l'objet d'une annexe ultérieure ; il s'agit de diagnostics établis en application de l'article L.271-4 du Code de la construction et de l'habitation.

7) Droit de préemption :

La déclaration d'intention d'aliéner sera notifiée à la commune de NICE par le greffier du juge de l'exécution immobilier du tribunal judiciaire de NICE (06000).

--00000--

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.

Il est rappelé, que conformément aux dispositions de l'article 1649 du code civil, la garantie des vices cachés n'est pas due en matière de vente par autorité judiciaire.

L'immeuble ci-dessus désigné est ainsi mis en vente sous les plus expresses réserves et sans aucune garantie de la part du poursuivant et de son avocat, lesquels déclinent toute responsabilité dans le cas d'erreur ou d'inexactitude de la désignation, no du plan, contenance, celle-ci excédât-elle 1/20ème , origine de propriété ou autres énonciations ; les futurs acquéreurs étant censés connaître les biens pour les avoir vus et visités avant l'adjudication, et en vue de celle-ci, et après les avoir pris tous renseignements auprès des services municipaux compétents , et surtout auprès du service de l'urbanisme.

Ainsi, le poursuivant et son avocat ne pourront être recherchés à ce sujet et les futurs acquéreurs, du seul fait de leur acquisition, feront leur affaire personnelle de toutes les contestations qui pourraient ultérieurement survenir pour quelque cause que ce soit.

La présente clause ne pourra en aucune façon être considérée comme une clause de style mais doit être considérée comme une condition imposée à l'adjudicataire.

Il ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité du créancier poursuivant ou de ses mandataires, notamment Avocat ou Commissaire, pour défaut de conformité des immeubles aux réglementations en vigueur.

POUVOIR POUR ENCHERIR

Rappel des dispositions de l'article R. 322-41 du Code des procédures civiles d'exécution :

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre ou de la Caisse des dépôts et consignations selon les indications du cahier des conditions de vente, représentant 10 % du montant de la mise à prix, sans que le montant de cette garantie puisse être inférieur à 3 000 €.

Le récépissé reproduit les dispositions des troisième et quatrième alinéas du présent article.

La somme encaissée par le séquestre ou la Caisse des dépôts et consignations est restituée dès l'issue de l'audience d'adjudication à l'enchérisseur qui n'a pas été déclaré adjudicataire.

Lorsque l'adjudicataire est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux créanciers participant à la distribution et, le cas échéant, au débiteur pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

CLAUSE(S) SPECIFIQUE(S)

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ

Acquisition par la société SCI L'OLIVIER selon acte reçu par Maître Delphine ARNAUD, Notaire à NICE, le 05 septembre 2016, publié au Service de la publicité foncière NICE 1^{er} bureau le 26 septembre 2019, sous les références 0604P01 2016P7591.

DISPOSITIONS FISCALES

1- Droits de mutation ou TVA

L'adjudicataire devra, sous sa seule responsabilité, déterminer si la vente est soumise aux droits de mutation (article 682 et suivants du CGI) ou à la TVA (article 257-7° du CGI).

A – Si la vente est soumise aux droits de mutation, il supportera la charge du paiement de ces droits.

B – Si la vente est soumise à la TVA :

a) Si l'adjudicataire est le redevable légal de la taxe, il devra supporter, en sus du prix d'adjudication et indépendamment de tous autres frais, l'intégralité de la TVA calculée sur le prix d'adjudication.

b) Si le débiteur saisi est le redevable légal de la taxe, l'adjudicataire devra supporter, en sus du prix d'adjudication et indépendamment de tous autres frais, la TVA nette à payer après utilisation des droits à déduction dont bénéficierait le débiteur saisi

Il est précisé que :

- L'adjudicataire fera valoir les droits à déduction susvisés à ses risques et périls sans aucun recours contre quiconque.

- Le montant de la TVA sera égal à la différence entre d'une part le prix d'adjudication et d'autre part les droits à déduction dont bénéficierait le débiteur saisi.

- Le paiement de la TVA par l'adjudicataire sera considéré comme ayant été effectué d'ordre, pour le compte et en l'acquit du vendeur, partie saisie.

c) Si l'adjudicataire a qualité de marchand de biens :

- Les dispositions prévues au A et B-a ci-dessus ne seront pas applicables.
- Les dispositions prévues au B-b ci-dessus seront applicables.

2- Représentation fiscale du vendeur :

Depuis le 10 janvier 2003, l'administration fiscale ne délivre plus de dispense de désigner un représentant accrédité.

En conséquence, si le vendeur n'a pas son domicile fiscal ou son siège social en France et que de ce fait l'administration fiscale exige une déclaration de plus-value, l'adjudicataire devra faire appel à un organisme de représentation accrédité.

Le représentant accrédité sera choisi par l'avocat de l'adjudicataire en accord avec l'avocat poursuivant.

Les frais consécutifs à la désignation du représentant accrédité ainsi que tous impôts et taxes afférents à la situation fiscale spécifique du vendeur ayant son domicile fiscal ou son siège social hors de France, qui seraient dus par ce dernier à l'occasion de la mutation intervenue au titre du présent cahier des conditions de vente, seront payés par l'adjudicataire et pourront être déduits de la consignation

du prix et des intérêts, s'il y a un disponible après paiement des créanciers hypothécaires inscrits.

CONDITIONS DE VENTE

Littéralement conformes à celles de la Décision du 13 février 2019 portant réforme du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat ([JORF n°0056 du 7 mars 2019, texte n° 10](#))

- ➔ La désignation du tribunal de grande instance a été changée en tribunal judiciaire

Chapitre I : Dispositions générales

Article 1 – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 – Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 – Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

Article 4 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier

poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 – Prémption et droits assimilés

Les droits de prémption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L. 331-1 du code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

Chapitre II : Enchères

Article 8 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 – Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 – Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.

L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un

délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L.313-3 du code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

Chapitre III : Vente

Article 12 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 – Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L.331-1 du code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 – Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre

les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 – Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L.313-3 du code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du code civil.

Article 16 - Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 - Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 - Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

Chapitre IV - Dispositions postérieures à la vente

Article 19 - Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

a) de le publier au service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;

b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 - Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;

b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;

c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 - Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au *prorata temporis* à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 - Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 - Purge des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375 1° du code civil.

Article 24 - Paiement provisionnel du créancier de premier rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 - Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R.331-1 à R.334-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 - Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

Chapitre V - Clauses spécifiques

Article 27 - Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement

des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 - Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'Association syndicale libre ou de l'Association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

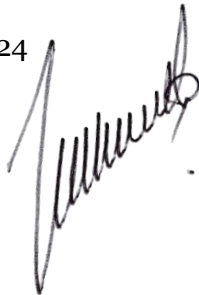
--00000--

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit :

50 000 €
(cinquante-mille euros)

Rédigé à NICE

Le 3 décembre 2024

A handwritten signature in black ink, appearing to be a stylized name, possibly 'M. M...', written over a horizontal line.

ANNEXES

- Procès-verbal descriptif avec dossier de diagnostics techniques
- Note d'urbanisme
- Relevé cadastral de propriété
- Copie de l'assignation délivrée à la débitrice
- Etat hypothécaire certifié à la date de la publication du commandement de payer valant saisie